

Colloque international
Université de Lomé, du 24 au 26 mai 2011

**SOURCES ORALES ET HISTOIRE AFRICAINE :
BILAN ET PERSPECTIVES**

Appel à communications

Voici presque un demi-siècle, paraissait l'ouvrage – *De la tradition orale. Essai de méthode historique* (1961)- bien connu de Jan Vansina tel un défi, face aux certitudes des historiens et humanistes occidentaux, quant à la supériorité de l'écrit. Cet anthropologue belge, s'appuyant sur ses recherches en Afrique centrale, tenta de démontrer, à travers l'élaboration d'une méthodologie issue de sa pratique du terrain, que l'Afrique noire avait sa propre histoire avant l'arrivée des Européens, une histoire qui pouvait être écrite pour peu que les scientifiques veuillent bien s'en donner la peine. La méthodologie esquissée par Vansina sera bientôt reprise, affinée et complétée par d'autres pionniers comme Y. Person, D. Henige, C.-H. Perrot et bien d'autres. Dans le monde universitaire, les anthropologues furent les premiers à s'engouffrer dans cette voie, prenant appui sur leur connaissance du terrain pour investir le domaine historique de la période antérieure à la colonisation où, en raison du manque de documentation écrite, peu d'historiens osaient alors s'aventurer. La qualité des ouvrages produits eut raison du scepticisme de la fin des années 1950 et les sources orales furent enfin reconnues dans les milieux universitaires, malgré la défiance obstinée de certains pontes, comme sources de première main pour la reconstitution d'une bonne partie de l'histoire, en l'absence de documents écrits.

En Afrique, les premières tentatives pour une organisation rationnelle des recherches en tradition orale furent entreprises dans le cadre du projet de rédaction d'une histoire générale de l'Afrique adopté par la quatorzième session de la Conférence générale de l'UNESCO en 1964. Des conférences tenues à Abidjan, Niamey et Ouagadougou au cours des années qui suivirent, ressortit la nécessité de créer des centres régionaux de recherches en tradition orale. La synthèse des travaux de ces diverses consultations fut consignée dans un ouvrage édité par D. Laya (1972).

En même temps s'ouvrirent, dans les universités occidentales, des sections ou centres réservés aux études africaines, où se fit la formation de jeunes historiens et anthropologues désireux de se consacrer à cette branche nouvelle de l'histoire. Beaucoup d'historiens africains furent ainsi formés dans les années 1970-1980 et produisirent des mémoires et des thèses de bonne facture, souvent de vastes monographies balayant des aires culturelles jusqu'alors peu couvertes par des études scientifiques. Les départements d'Histoire des universités africaines se firent également un honneur d'enseigner cette histoire qu'ils s'approprièrent parfois sur un plan national et démultiplièrent ainsi la formation souvent incomplète reçue dans les universités occidentales, en suscitant l'attrait des apprenants pour ce passé de moins en moins absent des préoccupations nationales. Cet engouement gagna ensuite certaines sociétés de commerce européennes opérant en Afrique, comme la SCOA qui, dans le cadre de la diversification de ses activités créa une structure de recherche sur la tradition orale africaine. C'est ainsi que naquit l'Association pour la Recherche Scientifique en Afrique Noire (ARSAN), qui finança des recherches sur l'empire mandingue et sur les sources orales des Sénoufo de Côte d'Ivoire ; ces études débouchèrent sur un colloque international (août 1979) et un ouvrage (*La Mémoire sénoufo...* 1988). Ce même engouement gagna un peu plus

tardivement les héritiers des anciennes structures politiques - au silence par la nouvelle donne politique - qui voyaient avec surprise et fierté l'histoire de leurs ancêtres sortir de l'oubli. Dans plusieurs pays, on vit ainsi des chefs traditionnels faire appel aux historiens de métier pour une reconstitution écrite de ce passé qu'ils souhaiteraient mieux connaître. Mais curieusement, ce mouvement toucha peu les élites modernes, les décideurs politiques surtout, uniquement préoccupés par le présent, comme si l'on pouvait faire abstraction du passé pour résoudre les problèmes de développement. Malgré tout, ces dernières années, quelques exemples, malheureusement fort rares, témoignent du souci des populations locales de tenir compte de leur passé dans l'élaboration des projets de développement. C'est notamment le cas au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire. Au Burkina Faso, la demande de l'éclairage de l'Histoire est de plus en plus exprimée, dans des domaines où le recours aux sources orales est incontournable. Elle y est faite par les collectivités territoriales dans le cadre de leurs projets de développement (Histoire de Ouagadougou, commanditée par la mairie de ladite ville ; Histoire de Koudougou, de Banfora etc.), par des institutions nationales comme l'Assemblée nationale (Histoire de la représentation politique au Burkina Faso) ou les Conseils des Anciens, par des chefs coutumiers (Histoire de Koulouba ; histoire du royaume de Busma, etc.). En Côte d'Ivoire, cette demande de l'éclairage de l'histoire est aussi exprimée dans les domaines où les sources orales sont incontournables. Elle est faite par les communes dans le cadre de leur développement culturel (Histoire de Ferkessédougou, financée par la mairie de Ferkessédougou ; Histoire de Korhogo par la mairie de Korhogo ; Histoire de Katiola par la mairie de Katiola ; Histoire de Napié par la mairie de Napié ; Histoire de Treichville par la mairie de Treichville) et par des cadres locaux mécènes, désireux de redécouvrir l'histoire de leurs terroirs (Histoire des Fohobélé de Côte d'Ivoire ; Histoire de Boundiali sur les bords de la Bagoé). Des expériences similaires existent sans aucun doute dans bien d'autres pays, et on ne saurait les énumérer toutes dans le cadre de cet appel.

Dans les universités, ce mouvement déboucha sur la production d'ouvrages de grande qualité, dans lesquels les chercheurs ont largement fait appel à la documentation orale. On aurait souhaité qu'il en y ait eu plus au cours de ces 50 années, mais les difficultés du terrain ont rebuté plus d'un chercheur, l'attrait d'une investigation rapide et sans difficulté dans les archives ainsi que la perspective de « boucler » une thèse en peu de temps ayant poussé la majorité des étudiants africains vers les études concernant la période coloniale et post-coloniale.

Cinquante ans après la parution de l'ouvrage de Vansina, il est temps de dresser pour analyser rétrospectivement le chemin parcouru, mesurer les acquis en matière de consolidation de la méthodologie prônée par Vansina, Henige, Perrot et les autres, un bilan des recherches et de leurs résultats, région par région ou plutôt aire culturelle par aire culturelle ; et tracer des perspectives pour l'avenir de ces recherches. Il semble en effet évident que les avancées dans ce domaine ont plutôt été en dents de scie, l'enthousiasme des années 1960-1980 s'étant graduellement émoussé devant les difficultés réelles de parvenir à des résultats encourageants (pour diverses raisons pas uniquement scientifiques) et certaines aires géographiques étant nettement plus privilégiées que d'autres.

En effet, après l'euphorie des années 1970, on assiste depuis les années 1980 au retour d'un certain scepticisme qui fustige les faiblesses de plus en plus évidentes – en raison des progrès de la méthodologie – d'une source incapable, en raison de son environnement socio-culturel, de figer son contenu dans le temps pour le rendre plus accessible aux chercheurs habitués à manipuler des documents qui se laissent mieux analyser car immuables dans leur contenu. De plus en Europe, tout change après 1980. Le grand élan¹ est retombé. Les recherches de terrain concernant l'Afrique se font rares, pour des raisons diverses. Après la fin de la guerre froide, l'Afrique n'a plus occupé qu'une place réduite dans les programmes de recherche et les appels d'offre des organismes

1 Auquel reste attaché le nom d'Amadou Hampâté Bâ qui fut membre du conseil exécutif de l'Unesco (de 1962 à 1968).

scientifiques. Mais le véritable danger qui plane aujourd'hui, telle une épée de Damoclès dont le fil tenu risque de ne plus tenir bien longtemps, c'est l'extinction programmée des véritables traditionnistes, dont les plus expérimentés ont déjà rejoint le pays des ancêtres du fait de la disparition de leur fonction dans les sociétés modernes. Certes, dans les anciens États politiquement structurés (les anciens royaumes du Soudan médiéval, par exemple), l'illusion demeure que les gardiens de la tradition sont encore efficaces en perpétuant une fonction plusieurs fois séculaire. Mais pour combien de temps encore ? Les chercheurs le savent bien, les actuels héritiers de ces experts ne sont que de pâles imitateurs dont les plus sincères avouent leur ignorance face à la précision des questions qui leur sont parfois posées. Que restera-t-il de ces sources d'ici quelques décennies, la disparition inexorable de ces *derniers des Mohicans* sans possibilité de former des héritiers capables de prendre le relais ne sonne-t-elle pas le glas des sources orales sans un programme concerté de collecte et de conservation des corpus de documents oraux à travers l'Afrique subsaharienne ? Le travail de l'historien en serait alors profondément modifié car, n'ayant plus la possibilité de faire du terrain, il devra concentrer sa méthodologie sur l'analyse des corpus conservés en bibliothèque et le repérage des sites qui les ont vus naître.

Les chercheurs intéressés par cet appel et qui souhaiteraient participer à cette rencontre sont priés de proposer des communications originales sur le bilan des 50 ans de recherches ou les perspectives de recherche dans les années à venir :

Sur le plan méthodologique (affinement de la méthode d'approche du terrain, conditions de recueil, analyse du contenu des récits recueillis, possibilité de rapprocher les occurrences de certains récits, mythes, myèmes et légendes véhiculés sur des aires culturelles proches ou éloignées les unes des autres apparemment sans liens précis entre elles ;

Sur le plan d'une meilleure connaissance des peuples et de leur passé,

Sur le plan d'une meilleure connaissance des différentes aires culturelles,

- **Faire le point de la situation dans un secteur précis**, par exemple, les régions d'anciennes traditions historiques comme le Soudan nigérien (Mali, Guinée) ou l'Afrique des Grands Lacs (Rwanda, Burundi...) où l'on a toujours considéré les traditions orales comme solides et voir dans quelle mesure ce glacié a pu ou peut résister aux pressions multiformes du monde actuel ;

- **Dégager de nouvelles stratégies d'approche** en tenant compte de l'évolution du terrain d'étude, notamment en ce qui concerne la disparition inéluctable des meilleurs informateurs et, consécutivement, de la « désertification » dudit terrain ;

- **Dégager de nouveaux domaines** pouvant être étudiés ou **approfondir certains champs** peu ou mal étudiés (histoires de vie, d'institutions spécifiques, etc.) ;

- **Proposer de nouvelles stratégies d'étude** de certains domaines de recherche (le religieux² par exemple) souvent rebelles à toute intrusion étrangère, sans une approche spécifique dans certaines conditions, etc.

Organisation du colloque : le colloque est co-organisé par

- 1. Le Centre d'Étude et de Recherche par la Tradition Orale (CERTO) du Département d'Histoire et d'Archéologie de l'Université de Lomé (Togo) ;**
- 2. L'Institut des Sciences des Sociétés (INSS) du Centre National de la Recherche**

² Il s'agit de la religion dite « traditionnelle » longtemps mise à l'index, sous le nom de fétichisme, et marginalisée par les historiens. Et si on avait étudié la République et l'Empire romains en faisant l'impasse sur la religion ?

- Scientifique et Technologique (CNRST) de Ouagadougou (Burkina Faso) ;
3. Le Département d'Histoire et d'Archéologie de l'Université d'Abomey-Calavi, Cotonou (Bénin) ;
 4. La Filière Histoire de l'UFR Sciences de l'Homme et de la Société (UFR SHS), Université de Cocody, Abidjan (Côte d'Ivoire) ;
 5. Le Centre d'études des mondes africains (UMR 8171), CNRS-Université Paris 1-EPHE, Université de Provence (France).

Il se tiendra à l'Université de Lomé du 24 au 26 mai 2011.

Les personnes souhaitant présenter une communication à ce colloque sont priées d'envoyer **un CV léger et un résumé de 2 000 signes en français ou en anglais avant le 15 septembre 2010**. La sélection des propositions retenues sera faite par un conseil scientifique le 15 octobre 2010 et les réponses seront envoyées très rapidement.

Les articles, d'une longueur maximale de 60 000 signes ou 10 000 mots (espaces, notes et bibliographie compris), pré-circuleront. **À cet effet, ils devront être envoyés aux organisateurs avant le 15 mars 2011.**

Les conditions matérielles d'organisation du colloque seront précisées ultérieurement. En tout état de cause, en raison de l'insuffisance de moyens des structures d'appartenance des organisateurs de cette manifestation scientifique, il sera probablement demandé aux participants de se prendre en charge, voyage et/ou séjours compris, ou, à tout le moins, une participation dont le montant sera fonction des fonds que les organisateurs seront en mesure de mobiliser auprès des organismes de financement de ce genre de manifestation.

Durant le colloque, les articles seront résumés très rapidement (15 minutes) par leurs auteurs afin de donner le plus de temps possible au débat qui sera initié par un commentateur. Les langues du colloque seront le français et l'anglais.

Pour informations et suggestions, s'adresser à :

Professeur Nicoué Gayibor, Université de Lomé,

ngayibor@tg.auf.org/

ngayibor@hotmail.fr

Mustapha Gomgnimbou, CNRST, Ouagadougou,

mustgom@yahoo.fr

Professeur Ouattara Tiona, Université de Cocody, Abidjan

<mailto:ouatioferd@yahoo.fr>

Professeur Sylvain Anignikin

<mailto:mbanignikin@yahoo.fr>

Professeur Pierre Boilley, Université Paris 1

pierre.boilley@univ-paris1.fr

Dr Mme Dominique Juhé-Beaulaton, CEMAf

<mailto:domi.beaulaton@orange.fr>

Les résumés des propositions et les **textes des communications sont à envoyer par e-mail à :**

<mailto:ngayibor@tg.auf.org/> ngayibor@hotmail.fr

[fr/ mustgom@yahoo.fr](mailto:mustgom@yahoo.fr)